

dianiser le Québec,—c'est l'expression du chef de l'opposition (M. Bracken). Nous n'avons pas besoin d'une doctrine semblable pour être Canadiens. Nous avons été des Canadiens de la première heure et nous le sommes encore. Le chef a dit à Québec: "Donnez-moi un Cartier." Québec va répondre: "Donnez-moi un sir John A. Macdonald". Il n'y a plus de Macdonald, il n'y a plus de Cartier. La doctrine du parti progressiste-conservateur me fait penser à un couvre-pied fait de carreaux disparates. C'est un mélange d'impérialisme et de nationalisme de mauvais aloi, d'un provincialisme étroit et d'extrêmes de toutes sortes, et cela se rattache quelque peu à un Klu Klux Klan, parce que j'ai souvent entendu dire que le gouvernement Anderson, de la Saskatchewan, était composé de partisans appartenant aujourd'hui à la loyale opposition de Sa Majesté. Si l'on veut savoir précisément ce que cela représente, je réfère à la *Presse* du 10 juillet dernier, où un correspondant, délégué de Québec, visitant la Saskatchewan, écrivait,—je cite:

En Saskatchewan, les Canadiens français ont eu affaire à des lois tracassières de la part du gouvernement Anderson, sans compter d'autres difficultés, précédentes et ultérieures à leur mise en application. Ainsi, les lois de cette province interdisent aux religieuses et aux religieux le port de tout costume ou emblème religieux; elles défendent qu'un crucifix soit pendu au mur dans les écoles; elles ne tolèrent l'enseignement du français qu'une heure par jour et ne souffrent que le catéchisme soit enseigné qu'une demi-heure par jour, après la classe, au moment où les élèves sont fatigués et où ils sont censés prêter le moins d'attention à cet enseignement.

M. HÉON: L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

M. GARIÉPY: Oui.

M. HÉON: Est-ce qu'aucun des gouvernements de la Saskatchewan qui ont succédé au gouvernement Anderson a corrigé la situation soulevée par mon honorable ami?

M. GARIÉPY: Monsieur l'Orateur, je ne perdrai pas le peu de temps qui me reste à discuter d'autres questions. Il ne me reste

que très peu de temps pour présenter mes observations sur la politique fédérale et je ne puis prendre de ce temps pour répondre à la question qui vient de m'être posée.

Une VOIX: Bien!

M. GARIÉPY: Je dirai seulement que, pour moi, le vêtement d'une sœur de charité, l'habit d'un prêtre, sont aussi sacrés que le costume d'une garde-malade de l'ordre Victoria ou que l'uniforme d'un soldat britannique.

Dans la province de Québec, nous avons été fidèles aux enseignements que nous avons reçus en autant que le communisme est concerné. Bien avant que n'éclatent les événements récents, dans nos universités et dans nos écoles nous avons érigé un rempart contre cette doctrine néfaste. J'ai dans mes découpures de journaux un article de la *Gazette*, l'organe tory de Montréal, où, il y a quelques années, ce journal faisait l'éloge de Staline, le héros de la Russie.

Dans cet ordre d'idées, notre province, une fois la guerre déclarée, a tenu bon et s'est imposé tous les sacrifices en hommes, en munitions, en aliments et en argent. Dans ma modeste ville de Trois-Rivières, tous les emprunts de la Victoire ont dépassé, chacun, leur objectif, sans difficultés. Toutes nos bourses y ont contribué, les moyennes comme les plus riches; tous ont répondu à l'appel. En ce qui concerne la guerre elle-même, mon propre fils, mon benjamin, s'est enrolé volontairement et il a passé cinq ans de l'autre côté sous le feu ennemi. Nous avons accepté cela, monsieur l'Orateur...

M. l'ORATEUR: L'honorable député désire-t-il ajourner le débat?

M. GARIÉPY: Oui, monsieur l'Orateur.

(Sur la motion de M. Gariépy, la suite du débat est renvoyée à une séance ultérieure.)

(Traduction)

(A onze heures la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)